

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 JUIL. 2025
pris à l'encontre de la société VERALLIA FRANCE S.A.S.
pour l'exploitation d'une installation de fours de verrerie
située rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry, à Albi**

Le préfet du Tarn

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du président de la République du 1^{er} octobre 2024 portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT en qualité de préfet de Tarn ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2015 actualisant les prescriptions de fonctionnement d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, relatif aux installations de la SA Verrerie Ouvrière d'Albi, Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 janvier 2019 relatif à la stratégie de défense incendie et de la transposition de la directive européenne IED du site de la SA VOA Verrerie Ouvrière d'Albi – Z. I. de Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 septembre 2021 portant autorisation de changement d'exploitant des installations situées Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi au profit de la société VERALLIA FRANCE SAS ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 1^{er} juillet 2022 relatif à l'actualisation du classement des activités exercées suite à la mise en place du procédé poteyage par la société VERALLIA FRANCE SAS dont les installations sont situées Z. I. Albi-Saint-Juéry – 9, rue François Arago sur la commune d'Albi ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 juillet 2024 modifiant les valeurs maximales de prélèvements d'eau et abrogeant les prescriptions techniques à respecter en période de sécheresse par la société VERALLIA FRANCE SAS située rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry sur la commune d'Albi ;

Vu les prescriptions figurant dans l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, et notamment les points suivants figurant à l'annexe II, qui disposent :

- 5 – Désenfumage

« Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1650 m² et d'une longueur maximale de 60 mètres. [...] Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés. Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. »

- 9 – Conditions de stockage

« Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ; »

- 12 – Détection incendie

« La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. »

- 13 – Moyens de lutte contre l'incendie

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ; »

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 24 avril 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure porté le 28 avril 2025 à la connaissance du demandeur par courrier électronique conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 6 mai 2025 par lequel il sollicite les délais suivants :

- jusqu'au 10 octobre 2025 pour le respect des prescriptions relatives aux conditions de stockage et aux moyens de lutte contre l'incendie ;
- jusqu'au 30 septembre 2028 pour le respect des prescriptions relatives à la mise en place de systèmes de détection incendie au sein des bâtiments de stockage ;

Vu les délais ainsi proposés par l'exploitant, jugés trop longs pour mettre en conformité les entrepôts de stockage de matières premières et de produits finis ;

Vu le courrier électronique en date du 11 juin 2025 de l'inspection des installations classées demandant à l'exploitant de réduire les délais de mise en conformité des entrepôts de stockage de matières premières et de produits finis ;

Vu la réponse de l'exploitant formulée par courrier en date du 27 juin 2025 proposant un nouvel échéancier de mise en conformité des entrepôts de stockage de matières premières et de produits finis dont le délai final est fixé au 30 septembre 2027 ;

- Considérant** que le bâtiment de stockage des matières premières N ne dispose pas de cantons de désenfumage, de dispositifs d'évacuation des fumées, ni de commandes automatiques et manuelles associées ;
- Considérant** que de nombreux îlots de stockage ne respectent pas la surface maximale de stockage fixée à 500 m² ;
- Considérant** que les bâtiments de stockage des produits finis B, C, E, G, M, N, OP et QR ne sont pas équipés de détection automatique d'incendie ;
- Considérant** que les entrepôts couverts ouverts dans lesquels sont stockés les produits finis (palettes de bouteilles en verre vides) ne sont pas équipés d'extincteurs ;
- Considérant** que les entrepôts ne sont pas équipés de RIA ;
- Considérant** que l'exploitant a sollicité par courrier en date du 31 mars 2025 une demande d'aménagement des prescriptions telle que prévue à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 précédemment susvisé ;
- Considérant** que cette demande d'aménagement porte sur le non respect de la surface maximale de stockage fixée à 500 m² et l'absence d'extincteurs/RIA dans les entrepôts ;
- Considérant** que cette demande d'aménagement ne comporte pas :
- soit une étude d'ingénierie incendie spécifique ;
 - soit une étude technique précisant les mesures justifiant la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, et permettant d'assurer, dans le respect des objectifs fixés à l'article 1er, un niveau de sécurité au moins équivalent à celui résultant des prescriptions du présent arrêté, notamment en matière de risque incendie.
- Considérant** que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment en termes de sécurité vis-à-vis de la prévention des risques, en particulier des risques incendie ;
- Considérant** que dans ces conditions, le demande d'aménagement est irrecevable ;
- Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VERALLIA FRANCE S.A.S. de respecter les prescriptions techniques des points 5, 9, 12 et 13 figurant dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

*Sur proposition du directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement
et du logement Occitanie,*

Arrête

Article 1^{er} – La société VERALLIA FRANCE S.A.S. est mise en demeure de respecter, pour sa verrerie qu'elle exploite rue François Arago - ZI Albi-Saint Juéry sur le territoire de la commune d'Albi :

- 1) au plus tard pour le 10 octobre 2025, les dispositions des points 9 (conditions de stockage) et 13 (moyens de lutte contre l'incendie) figurant dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- 2) au plus tard pour le 31 juillet 2026, les dispositions du point 5 (désenfumage) figurant dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;
- 3) au plus tard pour le 30 septembre 2027, les dispositions du point 12 (détection incendie) figurant dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Les travaux relatifs à la mise en place de systèmes de détection incendie dans les bâtiments de stockage respectent l'échéancier de mise en oeuvre progressive suivant jusqu'au 30 septembre 2027 :

- 31 octobre 2025, au plus tard : réalisation d'une étude technique visant à déterminer le type de systèmes de détection incendie tenant compte de la configuration des bâtiments de stockage et des aléas extérieurs ;
- 31 août 2026, au plus tard : bâtiment de stockage de matières premières N ;
- 30 novembre 2026, au plus tard : bâtiment de stockage de produits finis C ;
- 31 janvier 2027, au plus tard : bâtiments de stockage de produits finis OP ;
- 31 mars 2027, au plus tard : bâtiments de stockage de produits finis QR ;
- 31 mai 2027, au plus tard : bâtiment de stockage de produits finis E ;
- 31 juillet 2027, au plus tard : bâtiments de stockage de produits finis B et G ;
- 30 septembre 2027, au plus tard : bâtiment de stockage de produits finis M.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulouse soit par voie postale (68, rue Raymond IV, BP 7007, 31068 Toulouse Cedex 07), soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr :

- 1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

Article 4 – Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté demeurera déposée à la mairie d'Albi pour y être consultée par toute personne intéressée.

Conformément à la réglementation en vigueur, cet arrêté sera aussi publié sur le site internet de la préfecture du Tarn pendant une durée minimale de deux mois (art. R 171-1 du code de l'environnement).

Article 5 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Occitanie ainsi que la maire de la commune d'Albi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société VERALLIA FRANCE S.A.S.

Fait à Albi, le 17 JUL. 2025

Le préfet,



Laurent BUCHAILLAT